

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2281

27 août 2014

SOMMAIRE

Alpina Real Estate Company II SCA	109448	International Century Corporation S.A., SPF	109444
CG Real Estate Luxembourg S. à r.l.	109450	Jajah Technologies S.A.	109443
Cisa International S.A.	109450	Jean LAMESCH Exploitation S.A.	109445
City Car Investments S.A.	109450	Learning Factory	109442
CMP German Opportunity Fund II (SCA) SICAR	109465	Notam S.A.	109445
Custom S.A.	109450	NYLOF, société de gestion de patrimoine familial	109449
Eco Construction S.A.	109453	Rank Investments S.A.	109488
Erdi S.A.	109478	Recobro Spain S.à r.l.	109442
Ferris MCS S.à r.l.	109442	Seira S.A.	109446
Fidelin S.A.	109443	Skeeter SPF, S.A.	109447
Financière Brent Tor Holding S.A.	109445	Solibra Solar Power Plants S.à r.l.	109448
Goreway Luxembourg Holdings S.à r.l.	109451	Spring Capital International S.à r.l.	109445
Gracewell Properties (Fareham Bunga- lows) S.à r.l.	109442	Starman (Holdings) S.à r.l.	109484
Gracewell Properties (Frome) S.à r.l.	109442	Studio Coiffure S.à r.l.	109449
Gracewell Properties (Salisbury) S.à r.l.	109443	Summers Holding S.à r.l.	109457
Gracewell Properties (Weymouth) S.à r.l.	109488	Taxand Global Compliance S.A.	109449
Guillaume S.A.	109444	Thumbria Investments S.A.	109447
Horti Invest S.A.	109483	Toit à Toi S.à r.l.	109447
Hutchison 3G Austria Investments S.à r.l.	109445	Treveris MC S.à r.l.	109446
Hutchison Whampoa Europe Investments S.à r.l.	109444	Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l.	109447
Ingersoll-Rand Lux Holdings S.à r.l.	109444	Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l.	109446
Ingersoll-Rand Lux International Holding Company S.à r.l.	109443	UKSA Ewer Street S.à r.l.	109449
Intelsat S.A.	109485	Vesta Investment Sicav	109448
		Vietnam Industry Consulting	109448
		V.I.M. Verwaltungs Aktiengesellschaft	109446

Ferris MCS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 166.438.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014085395/9.

(140101244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Gracewell Properties (Fareham Bungalows) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 164.333.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014085423/10.

(140101661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Gracewell Properties (Frome) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 159.723.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014085424/10.

(140101197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Learning Factory, Société Anonyme.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 3, avenue du Rock'n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 178.347.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014085540/12.

(140100784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Recobro Spain S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 172.216.

Par résolutions signées en date du 3 juin 2014, l'associé unique a décidé de nommer Daphné Chanteloup, avec adresse professionnelle au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, au mandat de gérant A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014086440/13.

(140102188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Fidelin S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 46.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014085397/9.

(140100888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Gracewell Properties (Salisbury) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 159.721.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014085425/10.

(140101659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Jajah Technologies S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 73.760.

Par résolutions prises en date du 10 juin 2014, l'actionnaire unique a décidé de renouveler le mandat de délégué à la gestion journalière de Freddy Thyès, avec adresse au 47, avenue du 10 septembre, L-2551 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 juin 2014.

Référence de publication: 2014086250/13.

(140101694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Ingersoll-Rand Lux International Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 182.971.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 11 juin 2014 que:

1. La démission de Monsieur Jean Benoit BAUDUIN, gérant de catégorie B de la Société a été acceptée avec effet au 11 juin 2014; et
2. Monsieur Marc Chong Kan, né le 24 août 1964 à Paris, France, résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société avec effet au 11 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014086215/18.

(140102026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Guillaume S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 12-14, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 74.103.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014085441/10.

(140100794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Hutchison Whampoa Europe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 73.153.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014085453/10.

(140101172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

International Century Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 42.406.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 2014

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes est renouvelé pour une nouvelle période de 3 ans, qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 5 juin 2014

Monsieur Salim SFEIR, banquier, demeurant 221, rue Foch, 7359 Beyrouth, Liban, est nommé président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur, c.-à-d. jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014086237/16.

(140101829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Ingersoll-Rand Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.000.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 134.395.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 11 juin 2014 que:

1. La démission de Monsieur Benoît Jean BAUDUIN, gérant de catégorie B de la Société a été acceptée avec effet au 11 juin 2014; et

2. Monsieur Marc CHONG KAN, né le 24 août 1964 à Paris, France, résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société avec effet au 11 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014086214/18.

(140102069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Jean LAMESCH Exploitation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 12, Zone Industrielle Wolser 2.

R.C.S. Luxembourg B 23.555.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014085506/9.

(140101631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Financière Brent Tor Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 77.129.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014085398/9.

(140100843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Hutchison 3G Austria Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 77.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014085454/10.

(140101171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Notam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 113.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014085631/11.

(140100781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Spring Capital International S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 183.651.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 07 avril 2014

La société KNEIF S.A., demeurant à 53 route d'Arlon L-8211 Mamer, vend 115 parts sociales de la société «SPRING CAPITAL INTERNATIONAL S.à R.L.» à TERRA NOVA S.A., ayant son siège social au 53 route d'Arlon L-8211 Mamer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.021.

La société NOR CAP S.A., demeurant à 53 route d'Arlon L-8211 Mamer, vend 185 parts sociales de la société «SPRING CAPITAL INTERNATIONAL S.à R.L.» à TERRA NOVA S.A., ayant son siège social au 53 route d'Arlon L-8211 Mamer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.021.

Mamer, le 07 AVRIL 2014.

Référence de publication: 2014085759/15.

(140101654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

V.I.M. Verwaltungs Aktiengesellschaft, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 29.333.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014085811/12.

(140101406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Treveris MC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 109.753.

Lors de l'assemblée générale tenue le 12 Juin 2014 il a été convenu ce qui suit:

3. Résolution:

Les mandats des Gérants de catégorie A et Gérants de Catégorie B agréé sont renouvelés et prendront fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18. Juin 2014.

Référence de publication: 2014085783/13.

(140101490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 145.718.

L'adresse professionnelle du Gérant M. Dominique Audia, a changé à la date du 1^{er} octobre 2013, et se situe désormais au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2014085785/14.

(140101049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Seira S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 61.551.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2014:

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Mademoiselle Cécile ANGELETTI, 38, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg en remplacement de Monsieur Enzo LIOTINO, 38, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE Luxembourg

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2014086517/15.

(140102106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Toit à Toi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3253 Bettembourg, 13-17, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 93.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014086575/9.

(140102033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 145.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2014086578/14.

(140101913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Skeeter SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 165.053.

Par décision du Conseil d'Administration tenu le 30 mai 2014 au siège social de la société, il a été décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Andrea Giovanni Carini de sa fonction d'administrateur, avec effet immédiat;
- de coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, CL Management S.A., ayant son siège social 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SKEETER SPF, S.A.

Société anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial

Signatures

Référence de publication: 2014086529/15.

(140101961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Thumbria Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 134.237.

- Constituée suivant acte reçu par Me Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 23 novembre 2007, publié au Mémorial, recueil Spécial C n° 49 du 9 janvier 2008.

Il résulte du procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue à Luxembourg en date du 14 mai 2014, que la décision suivante a été prise à l'unanimité des voix:

- Le siège social de la société THUMBRIA INVESTMENTS S.A. est transféré du 223, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg au 17, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, à compter du 14 mai 2014.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Pour la société THUMBRIA INVESTMENTS S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2014086585/16.

(140101875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

V.I.C. S.à r.l., Vietnam Industry Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 148.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.
Gérant technique

Référence de publication: 2014086608/11.

(140101761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Vesta Investment Sicav, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 155.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2014.
Pour VESTA INVESTMENT SICAV
Banque Degroof Luxembourg S.A.
Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014086604/13.

(140102497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Alpina Real Estate Company II SCA, Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 155.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 150.694.

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société prises en date du 28 mai 2014 que les actionnaires ont décidé:

- de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréée de la Société Deloitte Audit S.à r.l., RCS B 67895, dont le siège social est établi à 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, pour une période se terminant à la date de la tenue de l'assemblée générale des actionnaires qui approuvera les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 juin 2014.

Référence de publication: 2014086671/15.

(140102984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

Solibra Solar Power Plants S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 148.308.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2014.
Pour: SOLIBRA SOLAR POWER PLANTS S. à r.l.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Aurélie Katola / Nathalie Lett

Référence de publication: 2014086544/15.

(140102098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

UKSA Ewer Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 154.731.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014086597/9.
(140102158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Studio Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 4, rue de la Boucherie.
R.C.S. Luxembourg B 111.229.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
L-1247 Luxembourg, le 19 juin 2014.
Monsieur D'Attoma Vito
Gérant
Référence de publication: 2014086553/12.
(140102007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

NYLOF, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 4.573.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 20 juin 2014 sous la référence L140102731.
Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour NYLOF, société de gestion de patrimoine familial
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.
Référence de publication: 2014087921/16.
(140104119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Taxand Global Compliance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 151.271.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 juin 2014.
Pour extrait conforme
ATOZ
Aerogolf Center - Bloc B
1, Heienhaff
L-1736 Senningerberg
Signature
Référence de publication: 2014086581/17.
(140102413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Cisa International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 86.317.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CISA INTERNATIONAL S.A.

Régis DONATI / Giacchino GALIONE

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014086017/12.

(140101701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

CG Real Estate Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 126.731.

Suite à une décision du 5 juillet 2013, l'actionnaire unique de la société CG Real Estate Luxembourg S.à r.l. a élu PricewaterhouseCoopers S. à r.l., immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 865477 et domicilié 400, Route d'Esch, 1471 Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à la date de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 18 juin 2014.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2014086013/13.

(140101834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

City Car Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 153.897.

Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 18 juin 2014 à Luxembourg ville

L'Assemblée décide de reconduire les mandats de Messieurs Alain NOULLET, Stéphane BIVER et Félix FISCHER dans leurs mandats d'administrateurs et DATA GRAPHIC S.A. dans son mandat de commissaire aux comptes, jusqu'à l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014086021/14.

(140101845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Custom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.470.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 28 mai 2014

Le conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Jacopo Rossi de sa fonction d'administrateur - délégué.

Madame Mireille ROSE, domiciliée professionnellement 10 boulevard Royal L-2449 Luxembourg, est nommée à la fonction d'administrateur délégué.

Luxembourg, le 28 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

CUSTOM S.A.

Référence de publication: 2014086031/15.

(140101824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Goreway Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 113.425.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of the month of May.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

World Power Holdings Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, being the sole shareholder of Goreway Luxembourg Holdings S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, incorporated by deed of notary Joseph Elvinger, on 15th December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 740 of 12 April 2006,

represented by Me Darya Spivak, maître en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 23 May 2014.

The articles of incorporation of the Company were last amended on 21st February 2008, published in the Mémorial number 2447 of 3rd April 2008.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The sole member holds all forty-three thousand three hundred and eighty-four (43,384) shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda

1. Reduction of the current issued share capital of the Company by an amount of one million seventy-two thousand one hundred Euro (EUR1,072,100) so as to bring it from its current amount of one million and eighty-four thousand six hundred Euro (EUR1,084,600) to twelve thousand five hundred Euro (EUR12,500) by the cancellation of forty-two thousand eight hundred eighty-four (42,884) shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR25) each; allocation of the reduction amount of one million seventy-two thousand one hundred Euro (EUR1,072,100) corresponding to the nominal value of the shares cancelled as follows (i) eight hundred twenty-two thousand ninety-two Euro and sixty-four Euro cents (EUR822,092.64) to the absorption of the carried forward losses of the Company and the loss of the first quarter of the financial year 2014, and (ii) two hundred fifty thousand and seven Euro and thirty-six Euro cents (EUR250,007.36) as reimbursement to the sole shareholder; consequential amendment of the first sentence of article 5 of the articles of association of the Company to read as follows:

"The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of 25 Euro each."

2. Reduction of the amount currently booked in the legal reserve, being sixteen thousand five hundred Euro (EUR16,500) to one thousand two hundred and fifty Euro (EUR1,250) (representing 10% of the new issued share capital amount), and distribution of an amount of fifteen thousand two hundred and fifty Euro (EUR15,250) to the sole shareholder;

3. Distribution of an amount of three hundred fifty-three thousand nine hundred and fifty-six Euro and sixty-four Euro cents (EUR 353,956.64) out of the available freely distributable share premium of the Company to the sole shareholder of the Company;

The decisions taken by the sole member are as follows:

First resolution

It is resolved to reduce the current issued share capital of the Company by an amount of one million seventy-two thousand one hundred Euro (EUR1,072,100) so as to bring it from its current amount of one million and eighty-four thousand six hundred Euro (EUR1,084,600) to twelve thousand five hundred Euro (EUR12,500) by the cancellation of forty-two thousand eight hundred eighty-four (42,884) shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR25) each.

It is resolved to allocate the reduction amount of one million seventy-two thousand one hundred Euro (EUR1,072,100) corresponding to the nominal value of the shares cancelled as follows (i) eight hundred twenty-two thousand ninety-two Euro and sixty-four Euro cents (EUR822,092.64) to the absorption of the carried-forward losses of the Company and the loss of the first quarter of the financial year 2014, and (ii) two hundred fifty thousand and seven Euro and thirty-six Euro cents (EUR250,007.36) as reimbursement to the sole shareholder.

As a result of the resolution hereabove, it was unanimously resolved to amend the first sentence of article 5 of the articles of association of the Company as set forth in the agenda.

Second resolution

It is resolved to reduce the amount currently booked in the legal reserve, being sixteen thousand five hundred Euro (EUR16,500) to one thousand two hundred and fifty Euro (EUR1,250) (representing 10% of the new issued share capital amount), and to reimburse an amount of fifteen thousand two hundred and fifty Euro (EUR15,250) to the sole shareholder.

Third resolution

It is resolved to distribute an amount of three hundred fifty-three thousand nine hundred and fifty-six Euro and sixty-four Euro cents (EUR 353,956.64) out of the available freely distributable share premium of the Company to the sole shareholder of the Company.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its reduction of share capital are estimated at EUR 1,500.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day beforementioned.

After reading these minutes the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

World Power Holdings Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, étant l'associé unique de Goreway Luxembourg Holdings S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, constituée le 15 décembre 2005 par acte du notaire Joseph Elvinger, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 740 du 12 avril 2006,

représentée par Me Darya Spivak, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 23 mai 2014.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 21 février 2008, publié au Mémorial numéro 2447 du 3 avril 2008.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'associé unique détient l'ensemble des quarante-trois mille trois cent quatre-vingt-quatre (43.384) parts sociales émises de la Société, de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

Ordre du jour

4. Réduction du capital social émis actuel de la Société d'un montant d'un million soixante-douze mille cent euros (1.072.100 EUR) afin de le porter de son montant actuel d'un million quatre-vingt-quatre mille six cents euros (1.084.600 EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) par l'annulation de quarante-deux mille huit cent quatre-vingt-quatre (42.884) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune; affectation du montant de la réduction d'un million soixante-douze mille cent euros (1.072.100 EUR) correspondant à la valeur nominale des parts sociales annulées comme suit (i) huit cent vingt-deux mille quatre-vingt-douze euros et soixante-quatre centimes (822.092,64 EUR) à l'absorption des pertes reportées de la Société et de la perte du premier trimestre de l'exercice social 2014, et (ii) deux cent cinquante mille sept euros et trente-six centimes (250.007,36 EUR) en tant que remboursement à l'associé unique; modification en conséquence de la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société afin qu'elle ait la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de 25 euros chacune.»

5. Réduction du montant actuellement inscrit en compte dans la réserve légale, soit seize mille cinq cents euros (16.500 EUR) à mille deux cent cinquante euros (1.250 EUR) (représentant 10% du nouveau montant du capital social émis), et distribution d'un montant de quinze mille deux cent cinquante euros (15.250 EUR) à l'associé unique;

6. Distribution d'un montant de trois cent cinquante-trois mille neuf cent cinquante-six euros et soixante-quatre centimes (353.956,64EUR) issu de la prime d'émission librement distribuable disponible de la Société à l'associé unique de la Société;

Les décisions prises par l'associé unique sont les suivantes:

Première résolution

Il est décidé de réduire le capital social émis actuel de la Société d'un montant d'un million soixante-douze mille cent euros (1.072.100 EUR) afin de le porter de son montant actuel d'un million quatre-vingt-quatre mille six cents euros (1.084.600 EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) par l'annulation de quarante-deux mille huit cent quatre-vingt-quatre (42.884) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

Il est décidé d'affecter le montant de la réduction d'un million soixante-douze mille cent euros (1.072.100 EUR) correspondant à la valeur nominale des parts sociales annulées comme suit (i) huit cent vingt-deux mille quatre-vingt-douze euros et soixante-quatre centimes (822.092,64 EUR) à l'absorption des pertes reportées de la Société et de la perte du premier trimestre de l'exercice social 2014, et (ii) deux cent cinquante mille sept euros et trente-six centimes (250.007,36 EUR) en tant que remboursement à l'associé unique.

En conséquence de la résolution ci-dessus, il a été décidé à l'unanimité de modifier la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société telle qu'énoncée dans l'ordre du jour.

Deuxième résolution

Il est décidé de réduire le montant actuellement inscrit en compte dans la réserve légale, soit seize mille cinq cents euros (16.500 EUR) à mille deux cent cinquante euros (1.250 EUR) (représentant 10% du nouveau montant du capital social émis), et de rembourser un montant de quinze mille deux cent cinquante euros (15.250 EUR) à l'associé unique.

Troisième résolution

Il est décidé de distribuer un montant de trois cent cinquante-trois mille neuf cent cinquante-six euros et soixante-quatre centimes (353.956,64EUR) issu de la prime d'émission librement distribuable disponible de la Société à l'associé unique de la Société.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de la réduction de son capital social sont estimés à EUR 1.500,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: D. SPIVAK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juin 2014. Relation: LAC/2014/25502. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 juin 2014.

Référence de publication: 2014091083/143.

(140108572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

Eco Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 188.096.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze, le quatre juin,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

ont comparu:

la société anonyme «CODUR S.A. (Constructions Durables)», avec siège à L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons, constituée sous la dénomination STRASSEN IMMO S.A. aux termes d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 19 novembre 2002, publié au Mémorial C numéro 1793 du 18 décembre 2002, et dont les statuts ont été modifiés en vertu d'une assemblée générale extraordinaire actée par le notaire instrumentaire en date du 26 mars 2014, en voie de publication au Mémorial C, représentée aux fins des présentes par son administrateur délégué en la personne de Madame Claudine WATTIER, demeurant à L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund,

dont le mandat à cette fonction a été renouvelé par décision des actionnaires prise en assemblée générale extraordinaire du 24 mars 2009 dont un extrait a été publié au Mémorial C numéro 1837 du 23 septembre 2009,

Et

la société à responsabilité limitée GARE PARTICIPATIONS, dont le siège social se trouve à L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie, inscrite au RCSL sous le numéro B 45.722,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 04 novembre 1993, publié au Mémorial C numéro 29 du 25 janvier 1994,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 04 octobre 2012, publié au Mémorial C numéro 2769 du 14 novembre 2012,

représentée aux fins des présentes par son gérant technique en la personne de Monsieur Xavier DELPOSEN, né à Briey, France, le 19 décembre 1972, demeurant à B-6740 Etalle, 64, rue du Bois,

Nommé par décision prise en assemblée générale extraordinaire reçue par le notaire instrumentaire en date du 11 décembre 2012 dont un extrait a été publié au Mémorial C numéro 195 du 26 janvier 2013.

Ces comparants, es qualité qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de «Eco Constructions S.A.».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Steinfort.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet:

L'achat, la vente, la location, l'échange et le conseil dans le domaine immobilier;

La promotion immobilière pour compte propre et pour compte de tiers;

La construction pour compte propre et pour compte de tiers;

La gérance immobilière pour compte propre et pour compte de tiers;

La prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations;

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts, avec ou sans affectation hypothécaire, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, se porter caution ou garant pour le compte de tiers et, en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq cent mille Euros (Eur 500.000,-) représenté par cinq cents actions (500) d'une valeur nominale de mille Euros (€ 1.000,-).

Les actions sont nominatives.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et les conditions que la loi permet, racheter ses propres actions.

Toute action est indivisible, la société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Par ailleurs, les relations entre actionnaires et/ou les relations entre les actionnaires et des personnes physiques ou morales bien déterminées feront l'objet d'un pacte d'actionnaires sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social ou en tout autre endroit à préciser dans les convocations, le 4^{ème} vendredi du mois de juin à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 7. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par télécopie, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants, sauf les majorités spéciales légalement requises.

Art. 8. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout porteur d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. En présence d'actions au porteur les convocations sont faites par annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 9. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un associé unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

Art. 11. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en a) ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) qui aura (auront) pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et qui représentera (représenteront) la société en justice.

Art. 13. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil si l'assemblée générale n'en décide pas autrement. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 14. Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un commissaire. Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article cinq des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration peut, avec l'approbation du commissaire aux comptes et sous les conditions et les restrictions prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, décider de payer des dividendes pour l'exercice en cours.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 67-1 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Art. 19. Pour toutes matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale ordinaire se tiendra en l'année 2015.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

CODUR SA	250 actions
GARE PARTICIPATIONS	250 actions
TOTAL:	500 actions

Les actions de la société ont été intégralement libérées en espèces par les associés, de sorte que le montant de cinq cent mille Euros (€ 500.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement, et qu'en outre ces conditions sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

En outre, les comparants ont été informés que la société ne pourra passer des actes de commerce qu'après avoir obtenu les autorisations administratives y relatives.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 2.000,-

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et ils certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Assemblée constitutive

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à six dont 3 avec signature de catégorie A et 3 avec signature de catégorie B.
- 2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.
- 3.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six années:

Administrateurs avec pouvoir de signature de catégorie A:

- Madame Céline DEPIESSE, née à Namur, Belgique, le 19 novembre 1979, demeurant à L-1530 Luxembourg, 50, rue Anatole France,

- Madame Claudine WATTIER, née à Renaix, Belgique, le 28 juin 1947, demeurant à L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund,

- la société RICHET S.A. GESTION IMMOBILIERE avec siège à Windhof, 9, rue des Trois Cantons, qui désigne comme son représentant permanent Mme Claudine WATTIER prénommée.

Administrateurs avec pouvoir de signature de catégorie B:

- Madame Martine EHLINGER, née à Luxembourg le 14 février 1964, demeurant à L-8533 Elvange, 82, Haaptstrooss,

- Monsieur Xavier DELPOSEN, né à Briey, France, le 19 décembre 1972, demeurant à B-6740 Etalle, 64, rue du Bois,

- Monsieur Marcel EHLINGER, né à Luxembourg le 13 novembre 1939, demeurant à L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund,

4.- Madame Céline DEPIESSE est nommée administrateur délégué.

5.- Monsieur Marcel EHLINGER est nommé Président du Conseil d'Administration.

La société se trouve engagée par la signature collective d'un administrateur avec pouvoir de signature de catégorie A et d'un administrateur avec pouvoir de signature de catégorie B ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

6.- Est appelé(e) aux fonctions de commissaire pour une durée de six ans:

Madame Isabelle LOUIS, née à Libramont-Chevigny, Belgique, le 21 mai 1973, demeurant à B-6971 Champlon, 16, rue des Fers.

7.- L'adresse de la société est fixée à L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

8.- Les administrateurs présents prennent connaissance au nom de la société d'un pacte d'actionnaires signé en date du 03 avril 2014.

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont à la charge de la société, les fondateurs en étant débiteurs solidaires.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, qui se sont fait connaître du notaire par leurs noms, prénoms usuels et résidences, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifiés au moyen de leurs cartes d'identité.

Signé: C- Wattier, X. Delposen, C. Depiesse, M. Ehlinger, M. Ehlinger, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 6 juin 2014. Relation: CAP/2014/2193. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014090985/209.

(140107795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

Summers Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 188.142.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned:

THERE APPEARED:

Maître Pierre METZLER, lawyer, born in Luxembourg on 28 December 1969, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse,

duly represented by Ms. Ghania COSSIN, paralegal, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse, by virtue of a proxy given under private seal, signed in Luxembourg, on 16 June 2014.

The said proxy, having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company, "société à responsabilité limitée", under the name of "Summers Holding S.à r.l." (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended and by the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg-City by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to or in favour of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments as are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units with a par value of one Euro (EUR 1) each.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

A meeting of the members is called by means of an eight days prior convening notice by the chairman of the board of managers or by any two managers. The convening notice includes the agenda of the meeting.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

Resolutions in writing approved and signed by all members shall have the same effect as resolutions voted at a members' meeting.

Any member may participate in any meeting of the members by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the members present at such a meeting.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

The units may be stapled to convertible instruments issued or to be issued by the Company in accordance with the terms and conditions of such instruments. Any member who transfers, sells, assigns, pledges or otherwise disposes of one or more of its units in the capital of the Company to a third party (or to the Company in the case of a redemption) is obliged to transfer a same proportion of his convertible instruments, to that same third party (or the Company, as applicable), in accordance with the applicable terms and conditions of the concerned convertible instruments.

The general meeting of the Company may accept contributions to the share premium account or other capital contributions without issuance of new units in the Company.

Art. 8. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

The Company may redeem its own corporate units.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The company's decision to redeem its own corporate units shall be taken by an unanimous vote of the members representing one hundred per cent (100 %) of the corporate capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the corporate capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. Administration

Art. 12. The Company shall be managed by one or several managers, who need not to be members of the company.

The managers are appointed and removed ad nutum by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or e-mail another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or e-mail.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the managers present at such a meeting.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with the prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. Towards third parties the Company is validly bound by the joint signature of 2 (two) managers, or by the single signature of the sole manager, or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the Company.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Title IV. Winding up - Liquidation

Art. 20. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up, all the corporate units have been entirely subscribed by Maître Pierre METZLER, previously named, represented as above stated, and have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is as of now at the free disposal of the Company as has been proven to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the sole member

The prenamed sole member, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed in L-2320 Luxembourg, 69 boulevard de la Pétrusse.

2. The number of managers is set at one (1).

3. The following person is appointed manager:

- Maître Pierre METZLER, lawyer, born in Luxembourg, on December 28, 1969, professionally residing in L-2320 Luxembourg, 69 boulevard de la Pétrusse.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize juin.

Par devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Maître Pierre METZLER, avocat, né à Luxembourg le 28 décembre 1969, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

dûment représenté par Madame Ghania COSSIN, assistante juridique, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg le 16 juin 2014.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant indiqué, a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et les présents statuts.

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «Summers Holding S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. L'objet de la Société est la détention de participations, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, la détention de fonds de placement luxembourgeois ou étrangers, l'acquisition par achat, souscription ou de quelle autre manière, ainsi que la cession par vente et échange ou autrement de titres, fonds de placement, obligations et autres titres quelconques, et l'acquisition, l'administration, le développement et gestion de son portefeuille.

La Société pourra contracter des prêts et procéder à l'émission de titres, de certificats d'actions privilégiés, de titres de créances et d'obligations, convertibles ou non convertibles, dans les limites de la loi. La Société pourra accorder assistance, prêt, avance ou garantie aux ou en faveur des sociétés, sociétés fiduciaires ou autres entreprises dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, ou aux sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

Comme objet de la Société et comme finalité en soi ou autrement, et que ce soit pour faire un bénéfice ou éviter une perte ou pour quelque autre but que ce soit, peu importe que la Société obtienne ou non rémunération ou bénéfice, elle peut s'engager dans des transactions monétaires et de taux d'intérêt et dans d'autres transactions financières ou d'autres transactions de quelle que nature qu'elles soient, y compris toute transaction, ayant pour objet ou, susceptible d'avoir pour objet, d'éviter, de réduire, de minimiser, de couvrir ou de gérer autrement le risque d'une perte, charge, dépense ou responsabilité résultant, ou qui pourrait résulter, directement ou indirectement, d'un change ou de changes d'un quelconque taux d'intérêt ou taux de change ou d'un prix ou d'une valeur d'une quelconque propriété, actif, produit, indice ou responsabilité ou de tout autre risque ou facteur affectant les affaires de la Société, y compris mais non limité à des opérations, peu importe qu'ils se réfèrent à des acquisitions, ventes ou autres, en devises, contrats d'opérations au comptant et de cours des changes à terme, contrats de ventes à terme, caps, floors et collars, marchés à termes, options, swaps, et tous autres arrangements de taux d'intérêt de devise et de couverture et tous autres instruments similaires, ou dérivés de tout ce qui précède.

La Société peut exercer tous ses objets, ou l'un ou plusieurs d'eux comme une activité distincte ou à part ou comme son activité principale, exercer toute autre activité manufacturière ou autre que la Société pourrait s'avérer capable d'exercer de façon convenable en relation avec les activités qui précèdent ou avec l'une quelconque d'elles ou calculée directement ou indirectement pour améliorer la valeur ou rendre plus profitable une quelconque propriété ou droit de la Société.

La Société peut agir comme gérant, consultant, contrôleur et agent en faveur d'autres sociétés ou entreprises et fournir à ces sociétés et entreprises des services de gestion, de consultation, des services techniques, d'acquisition, de vente et autres et conclure les contrats nécessaires ou souhaitables en relation avec ce qui précède.

D'une manière générale, la Société pourra exercer tout contrôle, superviser et mener à bien toutes opérations qu'elle estimera nécessaires et utiles à la poursuite et au bon développement de son objet social.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière responsabilité des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des associés se réunira sur convocation notifiée huit jours en avance par le président du conseil de gestion ou par deux des gérants nommés. La convocation énonce l'ordre du jour de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les associés ont le même effet que des résolutions votées en assemblée des associés.

Tout associé peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les associés.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les parts peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments. Tout associé qui transfère, vend, confère, met en gage ou cède une ou plusieurs de ses parts du capital social de la Société à une tierce partie (ou à la Société en cas de rachat) est obligé de transférer une proportion identique de ses instruments convertibles à la même partie tierce (ou à la Société selon le cas), selon les termes et les conditions générales des instruments convertibles concernés.

L'assemblée générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles parts sociales.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés.

Les gérants sont désignés et librement révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les gérants présents à une telle réunion.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature conjointe de 2 (deux) gérants, par la signature individuelle du gérant unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par la Société.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'intégralité des parts sociales a été souscrite par Maître Pierre METZLER, pré-qualifié, représenté comme dit ci-avant, et a été intégralement libérée par un apport en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société ce dont il a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique, représenté comme ci-avant indiqué, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
2. Le nombre de gérants est fixé à un (1).
3. La personne suivante est nommée gérant:

- Maître Pierre METZLER, avocat, né à Luxembourg, le 28 décembre 1969, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69 boulevard de la Pétrusse.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'à la demande du comparant en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. COSSIN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 juin 2014. Relation: RED/2014/1298. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 30 juin 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014092403/418.

(140109153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

CMP German Opportunity Fund II (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.131.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of April;

Before us Maître Edouard Delosch, civil law notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg;

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of CMP German Opportunity Fund II (SCA) SICAR, an investment company in risk capital (société d'investissement à capital risk), in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the Luxembourg law on investment company in risk capital of 15 June 2004, as amended, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 158.131, incorporated pursuant to a deed of notary Martine Schaeffer, on 22 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 680 dated 9 April 2011 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) were amended on 18 March 2011 pursuant to a deed of notary Martine Schaeffer published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1427 dated 30 June 2011.

The Meeting was opened at 10.15 a.m. with Me Victorien HEMERY, lawyer, residing in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appointed Me Caroline CONSTANTINESCU, lawyer, residing in Luxembourg as secretary and Me Armany LAMBERT, lawyer, residing in Luxembourg as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I The shareholders represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed by the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II This attendance list shows that the the entire share capital of the Company is represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the issues of the agenda which are known to the shareholders.

III The agenda of the Meeting is the following:

1. Restatement of §3 under article 1 of the Articles that shall now be stated as follows:

“The Company’s purpose is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest possible meaning as permitted under Article 1 of the SICAR Law in order to provide its Partners with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Prospectus.

The Company may also carry out whatever transactions are deemed necessary in order to develop, administer, manage and control these participating interests. Subject to the provisions of the Prospectus, the Company may fund itself by borrowing funds from affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies.

In particular, the Company may use its funds whether borrowed or not for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or

to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees.

Further, the Company may take any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law.”;

2. Insertion of §7a under article 2 of the Articles that shall state as follows:

“ **§ 7a. Issuance of Debt Instruments.** The General Partner is authorized to issue, in accordance with the Prospectus, to Shareholders debt instruments with the purpose to fund the Company’s portfolio investments. Amounts paid by Shareholders in connection with the issuance of such debt instruments shall reduce the respective Shareholders’ unfunded Capital Commitments.”;

3. Full restatement of the Articles; and

4. Miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to restate §3 under article 1 of the Articles that shall now be stated as follows:

“The Company’s purpose is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest possible meaning as permitted under Article 1 of the SICAR Law in order to provide its Partners with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Prospectus.

The Company may also carry out whatever transactions are deemed necessary in order to develop, administer, manage and control these participating interests. Subject to the provisions of the Prospectus, the Company may fund itself by borrowing funds from affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies.

In particular, the Company may use its funds whether borrowed or not for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees.

Further, the Company may take any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law.”

Second resolution

The Meeting resolves to insert §7a under article 2 of the Articles that shall state as follows:

“ **§ 7a. Issuance of Debt Instruments.** The General Partner is authorized to issue, in accordance with the Prospectus, to Shareholders debt instruments with the purpose to fund the Company’s portfolio investments. Amounts paid by Shareholders in connection with the issuance of such debt instruments shall reduce the respective Shareholders’ unfunded Capital Commitments.”

Third resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles of the Company so as to be read as follows:

“Definitions

“Articles” shall mean the articles of association of the Company pursuant to this deed.

“Associate” shall mean in relation to any individual or undertaking (“U”), a parent undertaking of U, a subsidiary undertaking of U, a subsidiary undertaking of a parent undertaking of U, any undertaking directly or indirectly controlled by U, or any undertaking which directly or indirectly controls U. Members of CMP shall be considered to be Associates of each other.

“Business Day” shall mean any day when banks in Luxembourg are open to the public.

“Capital Call” shall mean the written notification from the General Partner to the Shareholders to subscribe Shares pursuant to their Capital Commitments upon not less than ten (10) Business Days advance notice.

“Capital Commitments” shall mean the maximum amount (denominated in Euro) contributed or agreed to be contributed to the Company by a Shareholder by way of subscription for Limited Partner Shares pursuant to such Shareholder’s Subscription Certificate.

“Cause” shall mean (i) a material breach by CMP of any of their obligations under the Prospectus or these Articles or any side letter by CMP which, if capable of being cured, is not cured within thirty (30) days of notice from any Shareholder requiring that such breach be cured, (ii) gross negligence, willful misconduct, fraud, bad faith or reckless disregard by CMP, to the detriment of the Company and/or the addressee of the side letter, including, without limitation, a violation

of applicable securities law (including US securities law), (iii) a conviction of criminal felony in respect of the Company, (iv) the insolvency, administration, involuntary reorganization and bankruptcy of the General Partner (v) or the failure by the General Partner to recommend a proposal on the future of the Company in case of departure of a Key Person.

“Classes” shall mean the classes of Shares as might be issued by the Company.

“CMP” shall mean (i) the General Partner, (ii) CMP Capital Management-Partners GmbH (Berlin), (iii) the Associates of the General Partner, (iv) any of their respective managing shareholders or partners and employees as well as (v) the Key Persons.

“Commercial Companies Law” shall mean the law of the Grand Duchy of Luxembourg as of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

“Company” shall mean CMP German Opportunity Fund II (SCA) SICAR, an investment company in risk capital formed as a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) in Luxembourg.

“CSSF” shall mean the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg financial supervisory authority.

“Custodian” has the meaning ascribed to it in § 25.

“Final Closing” shall mean the end of the subscription period, being earlier of (i) the expiry of a twelve (12) month period after the First Closing provided that the General Partner may with the approval of the Fund SCS extend such twelve (12) month period for an additional six (6) month period and (ii) the date specified by the General Partner as the Final Closing.

“First Closing” shall mean the date of the first closing which will be held as soon as practicable.

“Fund SCS” shall mean CMP German Opportunity Investors Fund II (SCS) SICAR and the parallel pools as defined in the Prospectus.

“General Partner” shall mean CMP German Opportunity, the managing general partner of the Company from time to time.

“Investment Period” shall mean the period commencing on the First Closing and terminating on the earlier of (i) the fifth anniversary of the First Closing provided that the General Partner may with the consent of the Funds SCS extend such period for one additional year, or (ii) the date following the expiration of the fourth anniversary of the Final Closing on which the General Partner decides to early terminate the Investment Period because (x) seventy percent (70 %) of the total Capital Commitments have been drawn down or committed and reserved for investments (including follow-on investments) in Portfolio Companies; provided that for purposes of determining the Investment Period reservation of Capital Commitments for investments (including follow-on investments) in excess of ten percent (10 %) of the total Capital Commitments shall require the approval of the Shareholders, or (y) changes in applicable law or regulations or business conditions make an early termination necessary or advisable in the reasonable discretion of the General Partner, or (iii) the date on which a proposal for future management of the Company in case of departure of a Key Person is finally not approved with the required majority.

“Key Managing Directors” shall mean Kai Brandes and Dr. Ludger Vonnahme and their respective successors appointed with the approval of the Shareholders.

“Key Investment Directors” means Ralf Boberg, Andreas Böttger, Andreas Hien, Ralph Kudla and Eric Sommer and their respective successors appointed with the approval of the Shareholders.

“Key Persons” shall mean the Key Managing Directors and the Key Investment Directors.

“Limited Partner Shares” shall mean the fully paid-up shares of no par value (including, for the avoidance of doubt, fractions of shares) representing the Share Capital.

“Lux GAAP” shall mean the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles.

“Net Asset Value” shall mean the value of the assets less the value of the liabilities which shall be determined according to the provisions in § 22.

“Non CMP Shareholders” shall mean any Shareholder not being Fund SCS.

“Organizational Expenses” shall mean third party fees and expenses incurred in connection with the organization and formation of the Company accounted for in accordance with Lux GAAP.

“Partners” shall mean the General Partner and the Shareholders.

“Portfolio Companies” shall mean companies in which the Company directly or indirectly holds an investment of any type.

“Profits” shall mean the Company’s balance sheet profits within the meaning of the Luxembourg law of 19 December 2002; the General Partner shall have the right to withdraw amounts from the capital reserves to increase the Company’s balance sheets profits according to the Commercial Companies Law if and to the extent necessary to make the allocations pursuant to the Articles.

“Prohibited Person” shall mean any person as defined in § 15 subsection (2).

“Prospectus” shall mean the separate offering document of the Company as approved by the CSSF.

“Purchase Notice” shall mean the notice to the Shareholders of purchase of their Shares according to § 15 subsection (2) lit. d) no. (i).

“Purchase Price” shall mean the purchase price for Shares of a Shareholder according to § 14 subsection (2) lit. d) no. (ii).

“Register” shall mean the register of Shares pursuant to § 6 subsection (4).

“Shareholder” shall mean any owner of Limited Partner Shares.

“Shares” shall mean the fully paid-up shares of no par value representing the Share Capital, i.e. the Limited Partner Shares.

“Share Capital” shall mean the capital of the Company pursuant to § 6 subsection (2)

“SICAR Law” shall mean the law of the Grand Duchy of Luxembourg as of 15 June 2004 on the investment company in risk capital, as amended from time to time.

“Subscription Certificate” shall have the meaning ascribed to it in § 6 subsection (3).

“Successor Fund” shall mean a new private equity fund or other investment vehicle having an investment strategy substantially similar to the Fund SCS and the Company and which is managed or advised by CMP.

“Well-Informed Investor” means a well-informed investor within the meaning of Article 2 of the SICAR Law. A Well-Informed Investor shall be any:

(i) institutional investor, or

(ii) professional investor,

(iii) or any other investor who meets the following conditions:

(a) it has confirmed in writing that it adheres to the status of Well-Informed Investor; and

(b) either (i) invests a minimum of one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company; or (ii) he/she/it has obtained an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying its expertise, its experience and its knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

Art. 1. Formation of the Company.

§ 1

Formation, Commencement

(1) Formation

There exists among the General Partner and the subscribers of the Limited Partner Shares and all those who may become Partners in the future, an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque, SICAR), organized in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions, SCA) (the “Company”), governed by the present Articles, the Commercial Companies Law and the SICAR Law.

(2) Commencement

The Company shall commence on 22 December 2010.

§ 2

Name

(1) The Company shall have the name:

CMP German Opportunity Fund II SCA (SICAR)

(2) All documents drafted by the Company and destined to third parties, such as letters, invoices or publications, must bear the registered name of the Company followed by “société en commandite par actions” or “SCA” qualifying as a “société d'investissement en capital à risque” or “SICAR”, the address of the registered office of the Company and the initials “RCS Luxembourg”, followed by the number under which the Company is registered with the Luxembourg trade and companies register.

§ 3

Purpose of the Company

The Company’s purpose is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest possible meaning as permitted under Article 1 of the SICAR Law in order to provide its Partners with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Prospectus.

The Company may also carry out whatever transactions are deemed necessary in order to develop, administer, manage and control these participating interests. Subject to the provisions of the Prospectus, the Company may fund itself by borrowing funds from affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies.

In particular, the Company may use its funds whether borrowed or not for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or

to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees.

Further, the Company may take any measures and carry out any operation or transaction, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law.

§ 4

Limitation of Purpose, Investment Restrictions

The purpose of the Company shall be subject to the limitations and investment restrictions set out in the Prospectus.

§ 5

Fiscal Year, Registered Office, Currency

(1) Fiscal Year

The fiscal year of the Company shall be the calendar year. The first fiscal year of the Company shall commence on the date on which the Company commenced pursuant to § 1 subsection (2) and shall terminate on 31 December 2011.

(2) Registered Office

The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the General Partner.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of Partners, but cannot be transferred abroad, except as otherwise provided hereunder.

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

(3) Currency

The currency of the Company shall be the Euro.

Art. 2. Company Capital, Shares, Debt Instruments.

§ 6

Partners, Capital

(1) Partners

The Company exists between one or more partner(s), one of which shall be the managing general partner (associé gérant commandité) of the Company, and the owners of the Limited Partner Shares, which shall be the limited partners (actionnaires commanditaires) of the Company (the "Shareholders"). The Limited Partner Shares are exclusively restricted to persons qualifying as a well-informed investor within the meaning of Article 2 of the SICAR Law, (a "Well-Informed Investor").

(2) Share Capital

The share capital of the Company (the "Share Capital") shall be represented by fully paid-up shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal the total net assets of the Company pursuant to § hereof.

The minimum capital of the Company shall be one million Euro (EUR 1,000,000.-) and must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as société d'investissement en capital à risque by the CSSF as required by the SICAR Law.

The share capital of the Company shall be represented by Limited Partner Shares only and which have been or will be subscribed by Shareholders.

The Company has been incorporated with a subscribed share capital of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into one (1) General Partner Share and thirty (30) Limited Partner Shares of no par value. Upon incorporation, the Shares were fully paid-up.

(3) Capital Commitments

The General Partner shall not have a capital commitment; the Shareholders shall be committed to subscribing Limited Partner Shares as set out in the Prospectus.

Investors wishing to subscribe for Limited Partner Shares shall execute a subscription certificate (the "Subscription Certificate"), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Limited Partner Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Prospectus. The subscription of a Shareholder shall become effective in relation to the Company upon acceptance of the Subscription Certificate by the General Partner and the admission to the Company shall become effective upon the issuance of Limited Partner Shares of the Company to the Shareholder.

The capital commitments of the Shareholders to the Company are hereinafter collectively referred to as "Capital Commitments". Capital Commitments shall be called by the General Partner (a "Capital Call") in accordance with the provisions in the Prospectus. Upon payment on the Capital Call the General Partner shall issue the equivalent Limited Partner Shares to the Shareholders.

Capital Commitments can be called only during the Investment Period. After the expiration of the Investment Period, Capital Commitments can be called only for the following purposes:

(i) to fund investments of the Company which were, as per the expiration of the Investment Period, committed or in process according to a letter of intent already submitted prior to the expiration of the Investment Period, if such investments in process are consummated within six (6) months of the expiration of the Investment Period;

(ii) to fund follow-on investments in Portfolio Companies of the Company in which the Company holds an investment upon expiration of the Investment Period, provided that unless with the approval of the Fund SCS the total amount that can be drawn down for follow-on investments following the expiration of the Investment Period shall not exceed ten percent (10 %) of the total Capital Commitments;

(iii) to fund the General Partner priority allocation out of Profits as described in the Prospectus;

(iv) to fund the fees, expenses, obligations and liabilities to be borne by the Company pursuant to the Prospectus.

The General Partner shall, subject to the approval of the Partners, have the right to finally fix the aggregate maximum amount pursuant to (i) through (iv) that can be drawn down from the Shareholders' uncalled Capital Commitments after expiration of the Investment Period. If such right was exercised, Capital Calls requesting capital contributions exceeding such maximum amount shall not be permitted and the aggregate sum of (x) all capital contributions made until the expiration of the Investment Period and (y) such maximum amount shall constitute the Capital Commitments of the Shareholders for the purposes of these Articles and the Prospectus.

(4) Form of Shares / Register of Shares

All Shares shall be issued in registered form.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shares (the "Register") which shall be kept by the General Partner or by an entity designated therefore by the Company (the "Registrar and Transfer Agent") and shall contain the name of each Partner, its residence, registered office or elected domicile, the number of Shares (and their Class, if any) held by it, the amount paid in for each Share, banking references, and, if applicable, their date of transfer.

The registration of the Partner's name in the Register evidences its right of ownership over such registered Shares. No Share certificates shall be issued.

Each Partner may change the data contained in the Register by notice to the General Partner. Any changed data shall be authoritative for any action at least two (2) weeks thereafter.

The Shares (including, for the avoidance of doubt, fractions of Shares) are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per Share. In the event that a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed or designated by the joint holders as the sole owner in relation to the Company.

§ 7

Issuance of Shares

(1) General Rule

The General Partner is authorized to issue, in accordance with the Prospectus and § 7 hereof, an unlimited number of Limited Partner Shares (including, for the avoidance of doubt, fractions of Limited Partner Shares) without reserving to the existing Partners a preferential right to subscribe for the Limited Partner Shares to be issued. Subject to the Prospectus, the General Partner may decide on the issuance of Limited Partner Shares in its sole and absolute discretion. The Limited Partner Shares may only be subscribed to by Well-Informed Investors. Each newly issued Limited Partner Share entitles its holder to the same rights and obligations as the holders of existing Limited Partner Shares.

(2) Price, Payment, Additional Shareholder

The price per Limited Partner Share is fixed at one thousand Euro (EUR 1,000.-). This issue price per Limited Partner Share shall be payable within a period as set out in the Prospectus. The General Partner may delegate to any director, manager, officer, or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the Limited Partner Shares to be issued and to deliver them.

The General Partner may, in its sole discretion, admit additional Shareholders and permit existing Shareholders to increase their Capital Commitments (additional Shareholders, as well as existing Shareholders in respect of the increase in their Commitments, referred to as "Additional Shareholder(s)") at one or more subsequent closings ("Subsequent Closings") during the period following the First Closing and ending on the Final Closing.

On or after a Subsequent Closing the General Partner shall first draw down Capital Contributions from the Additional Shareholders and continue to make such drawdowns from the Additional Shareholders up to and until such time as the contributed capital of all Shareholders bears the same proportion to their respective Capital Commitments.

(3) No Contributions in Kind

The Company may not agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities.

§ 7a

Issuance of Debt Instruments

The General Partner is authorized to issue, in accordance with the Prospectus, to Shareholders debt instruments with the purpose to fund the Company's portfolio investments. Amounts paid by Shareholders in connection with the issuance of such debt instruments shall reduce the respective Shareholders' unfunded Capital Commitments.

§ 8

Share in the Company's Assets

Subject to the provisions in § 10 regarding allocations and distributions, the Shareholders shall share the assets of the Company pro rata to their Shares.

§ 9

Liability of the Partners

The Shareholders are only liable up to the amount of their respective Capital Commitment made to the Company.

The General Partner bears an unlimited and joint liability for the debts of the Company.

Art. 3. Distribution of Proceeds, Expenses and Fees.

§ 10

Distribution of Proceeds

The Partners' meeting shall, upon proposal of the General Partner and within the time limits provided by the Luxembourg laws and regulations, these Articles and the Prospectus, determine how the results of the Company shall be disposed of and may declare, or may authorize the General Partner to declare, distributions as well as decide, or authorize the General Partner to decide, to pay interim dividends in compliance with the applicable law. The allocations and distributions shall be made in accordance with the provisions set forth in the Prospectus and the results of the Company shall be distributed to the Shareholders pro-rata to their share in the Share Capital of the Company.

No distribution may be made if after the declaration of such distribution the Net Asset Value of the Company would fall below one million Euro (EUR 1,000,000.-).

Art. 4. Expenses and Costs.

§ 11

Expenses and Fees

The Company shall bear the fees and expenses as provided for in the Prospectus.

Art. 5. Management and Representation.

§ 12

Management Authority

(1) Basic Rule

The affairs of the Company shall be managed by the General Partner in accordance with the provisions and limitations in this Articles and the Prospectus, and as may be otherwise required by mandatory law. The Shareholders may not participate or interfere in the management of the Company.

The General Partner's remuneration for the management of the affairs of the Company shall consist in a priority allocation out of Profits (profit priority share) and no other compensation or remuneration shall be due. The profit priority share mentioned above shall be calculated and allowed in accordance with the provisions set forth in the Prospectus. In general, all remunerations of the General Partner shall be described in the Prospectus.

(2) Management Authority-Power

Unless otherwise provided by Commercial Companies Law, the Prospectus or by these Articles, the General Partner shall have the broadest powers to perform all acts of administration and disposition of the Company.

All powers not expressly reserved by the Commercial Companies Law, the Prospectus or these Articles to the general meeting of Partners shall be exercised by the General Partner.

In particular, subject to the restrictions contained in the Prospectus and the Commercial Companies Law, the General Partner shall have the broadest powers to implement the investment strategy and borrowing restrictions, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company and to manage the investments for the account of the Company with a view to achieving its investment strategy.

(3) Termination of Management Authority

The management authority of the General Partner shall terminate automatically upon its resignation or removal from the Company.

Any change in the management or replacement of the General Partner will have to be agreed by the CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier).

(4) Delegation of Powers

The General Partner may, from time to time and always under its responsibility, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the Shareholders may not act on behalf of the Company without risking their limited liability status.

The General Partner may from time to time and under its responsibility subdelegate its power to perform specific tasks to one or more ad hoc agent(s). In particular, the General Partner may, from time to time, appoint one or more committees and delegate certain of its functions to such committees.

The General Partner will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s) and/or committees, the duration of their appointment and any other relevant conditions to his/her/its/their appointment.

§ 13

Restrictions on Management Authority, Compliance

(1) Basic Rule

The management authority of the General Partner shall be limited to Company assets.

(2) Investment Restrictions

The investments of the Company shall be restricted as described in the Prospectus.

(3) Conflict of Interest

No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the Shareholders, managers, agents, affiliates, personnel or officers of the General Partner is interested in, or is a partner, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not by reason of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business

§ 14

Representation

The Company shall be represented by the General Partner. The General Partner shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Company. The General Partner and its board of managers may enter into any legal transactions on behalf of the Company.

The Company shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 6. Withdrawal of Partners.

§ 15

Redemption of Shares.

(1) Redemption of Shares

Unless otherwise determined in the Prospectus or in applicable mandatory law, the Shareholders shall not be entitled to require the redemption of their Limited Partner Shares by the Company. The General Partner may, at its discretion, resolve to redeem Limited Partner Shares for distribution purposes. Subject to the provisions of the Prospectus, the General Partner shall decide on the details of any redemption in its sole and absolute discretion. Any redemption request shall be addressed to all the Shareholders.

(2) Restriction of Ownership

The General Partner on behalf of the Company may restrict or prevent any person (the "Prohibited Person") to be or become owner of Limited Partner Shares, if such person is not the General Partner, Fund SCS or a limited partner of the Fund SCS and/or in the opinion of the General Partner such ownership may be detrimental to the Company, may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign or as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages that it would not have otherwise incurred. For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any Limited Partner Share and decline to register any transfer of a Limited Partner Share, where it appears to it that such issuance or transfer would or might result in a Prohibited Person being the legal or beneficial owner of such Limited Partner Shares; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register a transfer of Limited Partner Share in the Register, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether such entry or registry will result in a Prohibited Person being the legal or beneficial owner of Limited Partner Shares; and

(c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any Partners' meeting of the Company; and

(d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Limited Partner Shares, direct such Shareholder to sell its Limited Partner Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Limited Partner Shares held by such Shareholder in the following manner:

(i) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Limited Partner Shares or appearing in the Register as the owner of the Limited Partner Shares to be purchased, specifying the Limited Partner Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the Purchase Price will be calculated and the

name of the purchaser. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at its last address known to the Company or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Limited Partner Shares specified in such notice; its name shall be removed from the Register.

(ii) The price at which each such Limited Partner Shares is to be purchased (the "Purchase Price") shall be the Net Asset Value of the relevant Class (if any) for redemption of such Limited Partner Shares, on the last valuation day preceding the date of the Purchase Notice.

(iii) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Limited Partner Shares in Euro and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Limited Partner Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank. Any redemption proceeds receivable by a Shareholder under this section, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Class or Classes of Limited Partner Shares. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

The exercise by the Company of the power conferred by this § 15 shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Limited Partner Shares by any person or that the true ownership of any Limited Partner Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised in good faith.

§ 16

Removal of Partner

(1) Removal For Cause.

In the event of Cause the Non CMP Shareholders with a majority of more than fifty percent (50 %) of their votes expressed in a general meeting may resolve to remove the General Partner as manager of the Company and to appoint a successor.

Notice of a Shareholders' resolution resolving upon removal shall be given in writing and shall be served upon the removed General Partner without undue delay by a representative to be appointed in the Shareholders' resolution.

The removal shall become effective as of the date specified in such notice, at the earliest on the date of service of the notice.

The management authority of the General Partner shall terminate as per the date specified in the notice. The General Partner's entitlement to the profit priority share described in the Prospectus shall terminate as of the effective date of revocation of the General Partner's management authority.

(2) Removal Without Cause

Upon resolution to be passed by the a general meeting of Shareholders (with the positive vote of Non CMP Shareholders (excluding CMP)) with a majority of at least seventy-five percent (75 %) of their votes, the General Partner may be removed from the Company without Cause and a successor can be appointed. A removal can only be resolved upon if the General Partner is removed from the Company and Fund SCS. The provisions in subsection (1) shall correspondingly apply. The management authority of the General Partner shall terminate upon service of the removal resolution. The General Partner shall still be entitled to such compensation as determined in the Prospectus.

§ 17

Transfer of Shares

(1) Limited Partner Shares may be transferred only upon approval by the General Partner. Subject to the provisions of the Prospectus, such approval shall only be given in the case of good cause on the side of the requesting Shareholder.

(2) Subject to the provisions of the Prospectus, transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register.

Art. 7. Partners' Meetings.

§ 18

Partners' Meetings

(1) Proceedings

The notice periods and proceedings as well as the discussion proceedings provided by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of Partners of the Company, unless otherwise provided herein.

Meetings of the Partners of the Company shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

If all the Partners of the Company are present or represented at a meeting of the Partners of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A Partner may act at any meeting of the Partners of the Company by appointing another person (who need not be a Partner) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

Each Partner may also participate in any meeting of Partners of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Each Partner may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the Shareholders to vote in favor, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the Shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company will only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favor or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

Except as otherwise required by Commercial Companies Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the Partners of the Company duly convened will be adopted by a simple majority of those present or represented and voting, regardless of the proportion of the Share Capital represented at such meeting.

An extraordinary general meeting of Partners convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half of the Share Capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting shall be convened, in the manner prescribed by the Articles. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Share Capital represented at such meeting, if so stated in the notice for such subsequent meeting. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by the majority as provided for in no. 2 below.

One Partners' meeting shall be held annually at the registered office of the Company or elsewhere as may be specified in the notice of meeting on the first day of June of each year.

A Partners' meeting will be called by the General Partner (i) whenever deemed necessary or advisable, or (ii) upon request of Non CMP Shareholders representing at least ten percent (10 %) of their aggregate Shares of the Share Capital, by giving at least fifteen (15) Business Days' advance notice in writing, which notice shall include the time and place of such meeting and state the agenda for such meeting. The determination of the fifteen (15) Business Days period is to be made on the beginning of the third Business Day after such notice is given. If the agenda is subsequently amended, such amended agenda must be received by the Partners by the third day before the scheduled date of a Partners' meeting, and each Partners shall have the right to request that the agenda shall be amended.

(2) Subject Matters

The Partners' meeting will inter alia resolve upon the following subject matters:

- (a) approval of the annual financial statements of the Company submitted by the General Partner;
 - (b) discharge of the General Partner for its activities during the past fiscal year;
 - (c) appointment of an auditor for the fiscal year's financial statements of the Company;
 - (d) changes of, and amendments to, these Articles, the Prospectus and dissolution of the Company (in each case subject to the prior approval of the CSSF as necessary under the SICAR Law, see below);
 - (e) abandonment of the SICAR status of the Company subject to the prior approval of the CSSF, see below); and
 - (f) other subject-matters as provided for under the Prospectus or any mandatory law;
- each time in accordance with the subject matter relevant mandatory quorum and voting requirements.

The Fund SCS shall not be entitled to vote on resolutions according to this subsection 2. lit. b) and § 16 (and any other item as determined in the Prospectus) in order to avoid a potential conflict of interests. Unless as required by mandatory law or otherwise provided for in these Articles, the General Partner shall abstain from voting at the Partners' meetings.

Subject to the provisions of these Articles and mandatory law, majority requirements shall be as follows: Partners' resolutions shall be passed upon the simple majority of votes cast. The simple majority of votes cast shall mean more than fifty percent (50 %) of votes cast.

Resolutions according to this subsection (2) lit. d) shall require a majority of at least seventy-five (75 %) of the Share Capital and require in addition the consent of the General Partner and the prior approval of the CSSF.

Resolutions according to this subsection (2) lit. e) shall require the unanimous consent of all Partners and the prior approval of the CSSF.

Any amendment of this subsection (2) shall require the unanimous consent of the Partners of the Company.

The commitments of its Partners may be increased only with the unanimous consent of the Partners and bondholders.

The SICAR status may only be abandoned by the Company with the prior approval of the CSSF and the unanimous consent of the Partners.

(3) Chairman, Minutes

The chairman of any meeting of the Partners shall be one of the managers of the General Partner who shall keep written minutes of all the proceedings and votes in any such meeting. Copies of the minutes shall be sent by the General Partner to the other Partners without undue delay after such meeting.

(4) Term of Preclusion

A Partner can object to Shareholders' resolutions within a period of four (4) weeks after knowledge of the respective resolution by initiating arbitration proceedings as provided for in the Prospectus.

Art. 8. Term, Termination, Dissolution.

§ 19

Term of the Company

The term of the Company shall commence as of the date specified in § 1 subsection (2) and shall continue for a period ending on the earlier of:

(a) the tenth anniversary of the First Closing; provided that the General Partner may, with the prior consent of the Fund SCS, extend the term for two (2) additional consecutive one-year periods, provided that any extension shall be notified to the Shareholders three (3) months in advance; or

(b) the date of occurrence of any of the events set forth in § 20, subject to the provision thereof.

§ 20

Early Termination

(1) The Company may be voluntarily dissolved by a resolution of the general meeting of Partners deliberating as prescribed for amendment of these Articles, with the consent of the General Partner.

(2) Notwithstanding the provisions of § 19 of this Articles, the Company shall dissolve upon the occurrence of any of the following events: (a) dissolution of the General Partner; (b) commencement of insolvency proceedings over the assets of the General Partner or rejection of a petition to commence such proceedings for lack of assets; or (c) removal of the General Partner from the Company; provided that the Company shall not terminate if, within ninety (90) days after such an event, Non CMP Shareholders holding at least seventy-five percent (75 %) of the total Capital Commitments of all Non CMP Shareholders elect to continue the business of the Company and to appoint a successor; each time subject to the prior approval of the CSSF.

§ 21

Dissolution

(1) Liquidator.

Upon dissolution of the Company, the General Partner shall be appointed as liquidator of the Company by the Partners and shall liquidate all or any part of the assets of the Company; provided that upon dissolution according to § 20 because of an event relating to the General Partner, the Company shall be wound up by a liquidator appointed by the Partners with a majority of more than fifty percent (50 %) of the total Shares in the Company.

Such appointed liquidator(s) must be approved by the CSSF and must provide all requisite guarantees of honorability and professional skills.

(2) Allocation of Liquidation Proceeds

Profits and losses arising from the liquidation of the assets of the Company upon liquidation shall be allocated among the Partners pursuant to the formula as set forth in the applicable subsection of § 10 of these Articles.

Art. 9. Valuation, Accounting, Reporting.

§ 22

Valuation of Company Assets

The assets of the Company shall be valued by the General Partner on the basis of the fair value. Such value shall be the value of the assets less the value of the liabilities and shall be determined as follows:

(i) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider on a consistent basis appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) securities dealt in on a regulated market will be valued on the basis of their quoted mid-market price on the last day of trading prior to the valuation date, subject to any discounts which in accordance with EVCA valuation guidelines and on a consistent basis may be applicable due to the nature of such security, on the market which is normally the principal market for such securities;

(iii) all other assets of any kind or nature will be valued at fair market value, as determined in good faith and on a consistent basis by or under the responsibility of the General Partner in accordance with generally accepted valuation principles and procedures prescribed by EVCA. For the purpose of determining the fair market value of the assets under this provision, the General Partner may have regard to all factors that it reasonably considers relevant on a consistent basis in relation to such assets which factors may include (when applicable) inter alia: (a) the characteristics of and fun-

damental analytical data relating to the assets including the costs, size, current interest rate, period until next interest rate reset, maturity and lending rate of the assets, the terms and conditions of the assets' debt structure; (b) the nature and adequacy of the Company's rights, remedies and interests; (c) the creditworthiness of the assets business, cash flows, capital structure and future prospects; (d) information relating to recent relevant market transactions; (e) the reputation and financial condition of the and recent reports relating to the assets; (f) general economic market conditions affecting the fair value of the assets; and

(iv) the value of assets denominated in a currency other than Euro shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the net asset value.

Subject to the provisions of the Prospectus, the General Partner is authorized to apply other fair valuation principles for the assets of the Company, when circumstances or market conditions so justify, but on a consistent basis. When evaluating any assets which are held subject to any restriction on transfer or sales, such assets will be valued at a reasonable discount. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and applied in accordance with Lux GAAP.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any custodian, company or other organization which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and on its present, past or future Partners, subject to the year end audit by the auditor of the Company being a réviseur d'entreprises agréé.

(1) Assets

The assets of the Company shall include (without limitation):

- (i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) all shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants or other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (iv) all stock dividends, if any, cash dividends and cash distributions received by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- (v) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (vi) the liquidation value of all contracts and options the Company has an open position in;
- (vii) the Organizational Expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and
- (viii) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

(2) Liabilities

The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- (i) all loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, custodian fees and any other agents' fees);
- (iv) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- (v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income on the accounting date, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and
- (vi) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature assessed in accordance with Lux GAAP. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company pursuant to Section E.II. hereof. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for annual or other periods.

(3) Suspension of Calculation of the Net Asset Value

The General Partner may suspend calculation of the Net Asset Value when:

- (a) any period when, in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the Company is not practicable for reasons beyond the control of the Company; or
- (b) any period when any of the principal stock exchanges on which Investments of the Company are quoted are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or
- (c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Company would be impractical; or
- (d) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or the currency price or values on any such stock exchange.

§ 23

Accounting

The administrative agent of the Company shall maintain complete and accurate books of account of the Company's affairs at the Company's office, which books (i) will be open to inspection by any Shareholder or a Shareholder's authorized representative - which can be an external adviser, bound by a legal confidentiality obligation - at any time during ordinary business hours and (ii) will be preserved during the longer of (x) the periods required by law and (y) the term of the Company and for a period of five (5) years thereafter. Legal inspection rights of Shareholders under mandatory law shall remain unaffected. The accounts of the Company shall be maintained in Euro. Within the time periods required by law, the financial statements of the Company shall be prepared and audited in accordance with the provisions of Lux GAAP and the Commercial Companies Law.

§ 24

Reporting

(1) Annual Reports

Subject to the provisions of the Prospectus, the General Partner shall provide to the Partners annual reports of the Company as required by the SICAR Law and the Commercial Companies Law.

(2) Other Information

The Company shall provide to the Partners the other information as set out in the Prospectus.

Art. 10. General Provisions.

§ 25

Custodian, Statutory Auditor

(1) Custodian

The Company has entered into a custodian agreement with a custodian bank, which shall satisfy the requirements of the SICAR Law (the "Custodian"). All securities and cash of the Company are to be held by the Custodian or under its responsibility by duly authorized agents appointed in good faith, who shall assume towards the Company and its Partners the duties and responsibilities provided by the SICAR Law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the General Partner shall use its best endeavors to find a successor to act as custodian within two (2) months of the effective date of such retirement and upon doing so the General Partner shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

The duties of the Custodian shall cease:

(i) in the case of the voluntary withdrawal of the Custodian or its removal by the Company; until it is replaced, the Custodian shall take all necessary steps for the successful maintaining of the interests of the Partners; or

(ii) in the event that the Custodian or the Company have (a) been declared bankrupt, (b) obtained a suspension of payments, (c) entered into a composition with creditors, (d) been placed under controlled management or any similar proceedings, or (e) been put into liquidation; or

(iii) where the CSSF withdraws its authorization of the Custodian or the Company.

(2) Independent Auditor

The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one authorized auditor ("réviseur d'entreprises"), who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the SICAR Law. The auditor shall be elected by the General Partner and continue to carry out its duties until its successor is elected.

§ 26

Indemnification

The Company shall provide indemnification to the General Partner, its respective partners, shareholders, managers, employees, advisers and agents to the Partners as set out in the Prospectus.

§ 27

Amendments to the Articles; Governing Law.

(1) Subject to the prior approval of the CSSF, these Articles may be amended from time to time by a meeting of Partners', subject to the quorum and majority requirements of §18.

(2) These Articles shall be governed by law of the Grand Duchy of Luxembourg."

Nothing else being on the agenda, the Meeting was adjourned at 10.35 a.m..

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1.100.-).

Declaration

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English only.

The document having been read to the proxy of the appearing parties known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Signé: V. HEMERY, C. CONSTANTINESCU, A. LAMBERT, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 25 avril 2014. Relation: DIE/2014/5373. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 01 juli 2014.

Référence de publication: 2014091939/724.

(140109877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Erdi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 22.385.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de juin.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réuni

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «ERDI S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 22.385, constituée suivant un acte reçu par Maître Norbert Muller, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, ayant agit en remplaçant de Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, suivant acte reçu le 27 décembre 1984, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 40 du 12 février 1985, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu le 23 septembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1579 du 04 novembre 2002 (la "Société").

L'assemblée est présidée par De Jonghe Stéphane, consultant informatique, 11 Boulevard Albert I^{er} 98000 Monaco.

Le président désigne comme secrétaire Simon BOSKIN, expert-comptable, avec adresse professionnelle Gruuss-Strooss, 61 à L-9991 Weiswampach.

L'assemblée choisit comme scrutateur Christoph FANK, employé privé, avec adresse professionnelle Gruuss-Strooss, 61 à L-9991 Weiswampach.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I.- L'actionnaire unique présent ou représenté et le nombre d'actions qu'elle détient est renseignée sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 12.000 (douze mille) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire unique a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Transfert du siège social actuel L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch à L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss;

2 Modification subséquente de l'article correspondant des statuts de la Société;

3 Refonte complète des statuts de la Société afin de refléter au niveau statutaire la possibilité de l'existence d'un actionnaire unique et d'un administrateur unique et de mettre ces derniers à jour avec les dernières modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

4 Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, l'assemblée générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch à L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss;

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de faire une modification de l'article des statuts de la Société lors de la refonte complète des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège de la Société est établi dans la commune de Weiswampach.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société afin de mettre ces derniers à jour avec les dernières modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en particulier par rapport à la possibilité introduite par le législateur par une loi du 25 août 2006 permettant de prévoir l'existence d'un actionnaire unique et d'un administrateur unique au niveau des sociétés anonymes.

Au vu de ce qui précède, l'assemblée générale décide que lesdits statuts de la Société auront dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme («la Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

Art. 2. Dénomination. La Société prend comme dénomination sociale «ERDI S.A.»

Art. 3. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Weiswampach.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Objet. La société a pour objet de faire, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers, par elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne, physique ou morale, au Grand-Duché ou à l'étranger:

1. Toutes opérations et toutes études ayant trait à tous bien et/ou à tous droits immobiliers, par nature, par incorporation ou par destination et aux biens et/ou à tous droits mobiliers qui en découlent, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles ou financières qui s'y rapportent directement ou indirectement, et notamment l'achat, la mise en valeur, le lotissement, l'échange, l'amélioration, la location meublée ou non, la vente, la cession, la gestion, la transformation, la construction et la destruction de biens immobiliers et mobiliers;

2. Toutes opérations financières et notamment acquérir par voie d'achat ou autrement toutes valeurs mobilières, créances, (parts d'associé ou participations dans toutes entreprises) La société peut, soit par voie d'apport, de cession, de souscription, de participation, de fusion, soit par voie d'achat, de vente, d'échange, de toutes valeurs mobilières, soit par tout ou partie de son objet social.

La société peut, en un mot, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à cent quarante-huit mille sept cent trente-six euros et onze cents (EUR 148.736.11,-), représenté par douze mille (12.000) actions sans mention de valeur nominale.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Prime d'émission. En outre du capital social, un compte prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale.

Le montant de ce compte prime d'émission peut être utilisé, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Actions. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis.

Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre, appelé «administrateur unique», jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué pour ce qui concerne la gestion journalière.

La Société sera également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Acompte sur dividende. Le Conseil d'Administration peut décider de payer un dividende intérimaire sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant que dividende intérimaire ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues au lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 17. Responsabilité des administrateur(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Les commissaires aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 19. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs pré-mentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le quatrième vendredi du mois de mai à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 21. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum

sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 24. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 25. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux actionnaire(s), chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Art. 26. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Art. 27. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Weiswampach, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. DE JONGHE, S. BOSKIN, C. FANK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 26 juin 2014. Relation: DIE/2014/8020. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 30 juin 2014.

Référence de publication: 2014092016/252.

(140108959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Horti Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 48.736.

DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fourth day of June.
before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

Mr Frédéric DOUCHY, residing in Warandestraat 210, in B-8560 Wevelgem, duly represented by Ms. Sophie Henryon, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney, given under private seal (the 'Sole Shareholder').

Said proxy, after having been initialled and signed *in varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- he holds all the shares in the Luxembourg company (société anonyme) existing under the name of HORTI INVEST S.A., registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 48.736, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (the Company);

- the Company has been incorporated pursuant to a notarial deed held on September 7th, 1994, before Notary Reginald NEUMAN, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C- N° 531 of December 17th, 1994;

- The Articles of Association were amended on August 1st, 2000 by Extraordinary General Meeting held before Notary Reginald NEUMAN, published in the Memorial Recueil des Sociétés et Associations, C N°57 on January 26th, 2001.

- the Company's capital is set at EUR 174.000,- (one hundred and seventy four thousand euro) represented by 174.000 (one hundred and seventy four thousand) shares with a par value of EUR 1,00 (one euro) each;

- the Sole Shareholder hereby resolved to proceed with the dissolution of the Company with effect from today;

- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;

- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;

- the Sole Shareholder waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;

- consequently the Company be and hereby is liquidated and the liquidation is closed;

- the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;

- the Sole Shareholder grants full discharge to the managers of the Company for their mandates from the date of their respective appointments up to the date of the present meeting; and

- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date the date of the present meeting at the registered office of the Company.

Whereof, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre juin,

par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Mr Frédéric DOUCHY, demeurant à Warandestraat 210, à B-8560 Wevelgem, ici dûment représenté par Mme. Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé (l'Associé Unique).

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- le comparant détient toutes les actions de la société anonyme existant sous la dénomination HORTI INVEST S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.736, avec siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (la Société);
- la Société a été constituée en vertu d'un acte notarié tenu le 7 septembre 1994, par Notaire Reginald NEUMAN, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C - N° 531 du 17 décembre 1994;
- les statuts de la Société ont été modifié le 1^{er} août 2000, par une Assemblée Générale Extraordinaire tenue devant Notaire Reginald NEUMAN; publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C - N° 57 du 26 janvier 2001;
- le capital social de la Société est fixé à EUR 174.000,- (cent soixante-quatorze mille euros) représenté par 174 (cent soixante-quatorze) actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune;
- par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;
- l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;
- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;
- l'Associé Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;
- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;
- la comparante a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;
- la comparante donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives jusqu'à la date de la présente assemblée; et
- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 juin 2014. Relation: EAC/2014/8785. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014092104/90.

(140109034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Starman (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.647.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 19 juin 2014 que Starman Hotel Holdings LLC, une société à responsabilité limitée régie par les lois de l'État de Delaware, États-Unis d'Amérique ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, États-Unis d'Amérique, immatriculée au Delaware sous le numéro 4001936 a transféré l'ensemble des 12.501 parts sociales de la Société qu'elle détenait à Maquay Investments Ltd, une société constituée selon la loi anglaise ayant son siège social au 71-75 Shelton Street, Covent Garden, Londres WC2H 9JQ, Royaume-Uni immatriculée sous le numéro 9028624.

De sorte que Maquay Investments Ltd est désormais l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014086488/18.

(140102572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

Intelsat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 162.135.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg

was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Extraordinary Meeting") of the société anonyme Intelsat S.A., having its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg, 4 rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg (the "Company"), incorporated by a notarial deed on July 8, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") number 2275 on September 26, 2011.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were amended several times and for the last time on April 24, 2013 by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial number 1048 on May 3, 2013.

Mr. David McGlade, Chairman and Chief Executive Officer of the Company, with professional address at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg acted as chairman of the Extraordinary Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Michelle Bryan, Executive Vice President, General Counsel, Chief Administrative Officer and Company secretary, with professional address at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

The Extraordinary Meeting elected as scrutineer Mr. Sajid Ajmeri, with professional address at 3400 International Drive NW, Washington, DC 20008, USA.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. This attendance list as well as the proxies will be annexed to the present deed to be filed together therewith with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that shareholders who together hold more than 50% of all common shares and more than 50% of all Series A Preferred Shares in issue in the Company are present or represented so that more than half of the issued capital of the Company is represented at the present Extraordinary Meeting.

III. The present Extraordinary Meeting has been convened inter alia by notices containing the agenda published in Luxembourg in the Mémorial and in the newspaper Wort, on May 31, 2014 and June 10, 2014.

IV. This Extraordinary Meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

Agenda

Acknowledgement of the report prepared by the Board of Directors in accordance with article 32-3(5) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on the circumstances and prices of issues of shares against cash without preferential subscription rights within the authorized share capital; and approval of the extension of the validity period of the authorized (unissued) share capital of the Company and the related authorizations and waivers, to end on the fifth anniversary of the day of publication of the notarial deed recording the present general meeting in the official gazette of Luxembourg, the Mémorial, the suppression and waiver of, and authorization to the Board of Directors of the Company (and any delegate thereof) to suppress, limit or waive, any preferential or pre-emptive subscription rights provided for by Luxembourg law for the issue of shares of any class or series within the authorized share capital and any related procedures; the authorization to the Board of Directors (and any delegate thereof) to issue shares of any class or series or any securities, instruments or other rights giving rights or entitlement to shares of any class or series (by subscription, conversion, exchange or otherwise) within the authorized unissued share capital against contributions in cash, in kind, by way of incorporation of available premium, profits or other reserves or otherwise as well as by conversion of Series A Preferred Shares into common shares or as dividends or other distributions whether in lieu of cash dividend or other distribution payments or not at such times and pursuant to the terms and conditions, including as to the issue price, determined by the Board of Directors (or any delegate thereof), which may in its or their discretion resolve without reserving any preferential or pre-emptive subscription rights to existing shareholders of any class or series (including by way of incorporation of reserves) while waiving, suppressing or limiting any preferential or pre-emptive subscription rights (and any related procedures) as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares of any class within the authorized share capital and without having to respect any ratio amongst classes or series; and consequentially, approval of an amendment of article 5.2.1 of the Articles.

After the foregoing was considered, the Extraordinary Meeting passed the following resolution:

Sole resolution

The Extraordinary Meeting, after having acknowledged the report of the Board of Directors in accordance with article 32-3(5) of the Luxembourg law of 10 August 1915, hereby approves an extension of the validity period of the authorized

(unissued) share capital of the Company and the related authorizations and waivers, to end on the fifth anniversary of the day of publication of the notarial deed recording the present general meeting in the official gazette of Luxembourg, the Mémorial; the suppression and waiver of, and authorization to the Board of Directors (and any delegate thereof) to suppress, limit or waive, any preferential or pre-emptive subscription rights provided for by Luxembourg law for the issue of shares of any class or series within the authorized share capital and any related procedures; and the authorization to the Board of Directors (and any delegate thereof) to issue shares of any class or series or any securities, instruments or other rights giving rights or entitlement to shares of any class or series (by subscription, conversion, exchange or otherwise) within the authorized unissued share capital against contributions in cash, in kind, by way of incorporation of available premium, profits or other reserves or otherwise as well as by conversion of Series A Preferred Shares into common shares or as dividends or other distributions whether in lieu of cash dividend or other distribution payments or not at such times and pursuant to the terms and conditions, including as to the issue price, determined by the Board of Directors (or any delegate thereof), which may in its or their discretion resolve without reserving any preferential or pre-emptive subscription rights to existing shareholders of any class or series of the Company (including by way of incorporation of reserves) while waiving, suppressing or limiting any preferential or pre-emptive subscription rights (and any related procedures) as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares of any class within the authorized share capital and without having to respect any ratio amongst classes or series.

Consequently, the Extraordinary Meeting further resolves to amend article 5.2.1 of the Articles of the Company to read as follows:

“The authorized un-issued share capital (and any authorization granted to the Board of Directors in relation thereto) shall be valid for a period ending on the fifth (5th) anniversary of the date of publication of the minutes of the extraordinary General Meeting of shareholders held on June 19, 2014 in the official gazette of Luxembourg.”

This resolution has been passed at the following majority:

Number of common shares votes cast:

For: 81,294,699 Against: 17,181,154 Abstentions: 112,749

Number of Series A Preferred Shares votes cast:

For: 996,415 Against: 1,816,715 Abstentions: 2,128

This resolution having been approved by at least two-thirds of the votes of as required by the law, is consequently validly passed and the Articles amended accordingly.

There being nothing further on the agenda, the Extraordinary Meeting was closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the members of the Bureau of the Extraordinary Meeting, such persons signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Extraordinaire») de la société anonyme Intelsat S.A., dont le siège social est situé au Grand-Duché de Luxembourg, 4 rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg (la «Société»), constituée le 8 juillet 2011 par acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 2275 du 26 septembre 2011.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 24 avril 2013 par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial numéro 1048 du 3 mai 2013.

Monsieur David McGlade, Président et Chief Executive Officer de la Société, dont l'adresse professionnelle se situe au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, a agi en tant que président de l'Assemblée Extraordinaire.

Le président a nommé comme secrétaire Madame Michelle Bryan, Executive Vice President, General Counsel, Chief Administrative Officer et secrétaire générale de la Société, dont l'adresse professionnelle se situe au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

L'Assemblée Extraordinaire a élu comme scrutateur Monsieur Sajid Ajmeri, dont l'adresse professionnelle se situe au 3400 International Drive NW, Washington, DC 20008, États-Unis d'Amérique.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions que chacun détient, figurent sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Cette liste de présence ainsi que les procurations seront annexées au présent acte afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

II. Il ressort de la liste de présence que les actionnaires qui ensemble détiennent plus de 50% des actions ordinaires et plus de 50% des Actions Préférentielles de Série A en émission dans la Société sont présents ou représentés de sorte que plus de la moitié du capital émis de la Société est représentée à la présente Assemblée Extraordinaire.

III. La présente Assemblée Extraordinaire a été convoquée entre autres par des avis de convocation reprenant l'ordre du jour publié au Luxembourg au Mémorial et dans le journal Wort, les 31 mai et 10 juin 2014.

IV. La présente Assemblée Extraordinaire est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ordre du jour

Prise de connaissance du rapport préparé par le Conseil d'Administration conformément à l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les circonstances et les prix d'émissions d'actions en échange d'espèces sans droits préférentiels de souscription dans les limites du capital social autorisé; et approbation de la prorogation de la période de validité du capital social (non émis) autorisé de la Société et les autorisations et renonciations connexes, pour qu'elle se termine le jour du cinquième anniversaire de la date de publication au Mémorial de l'acte notarié constatant la présente assemblée générale, la suppression de et la renonciation à, et l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de la Société (et à son délégué) de supprimer, limiter ou renoncer à tout droit préférentiel ou de préemption de souscription prévu par le droit luxembourgeois en cas d'émission d'actions de toute classe ou série dans les limites du capital social autorisé et toute procédure connexe; l'autorisation donnée au Conseil d'Administration (et à son délégué) d'émettre des actions de toute classe ou série ou des titres, instruments ou autres droits donnant des droits à des actions de toute classe ou série (par souscription, conversion, échange ou autrement) dans les limites du capital social non émis autorisé en échange d'apports en numéraire, en nature, par incorporation de primes, bénéfices ou autres réserves disponibles ou autrement ainsi que par conversion d'Actions Préférentielles de Série A en actions ordinaires ou comme dividendes ou autres distributions, que ce soit en lieu et place de versements de dividendes ou de distributions en numéraire ou non aux moments et selon les conditions, y compris en ce qui concerne le prix d'émission, déterminés par le Conseil d'Administration (ou son délégué), qui pourra à sa discrétion décider sans réserver de droits préférentiels ou de préemption de souscription aux actionnaires existants de toute classe ou série (y compris par incorporation de réserves) tout en renonçant, supprimant ou limitant tout droit préférentiel ou de préemption de souscription (et toute procédure connexe) tel que prévu par la législation luxembourgeoise en cas d'émissions d'actions de toute classe dans les limites du capital social autorisé et sans devoir respecter un quelconque ratio entre les classes ou séries; et par conséquent, approbation d'une modification de l'article 5.2.1 des Statuts.

Après avoir examiné ce qui précède, l'Assemblée Extraordinaire adopte la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration conformément à l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, approuve par la présente une prorogation de la période de validité du capital social (non émis) autorisé de la Société et les autorisations et renonciations connexes, pour qu'elle se termine le jour du cinquième anniversaire de la date de publication au Mémorial de l'acte notarié constatant la présente assemblée générale; la suppression de et la renonciation à et l'autorisation donnée au Conseil d'Administration (et à son délégué) de supprimer, limiter ou renoncer à tout droit préférentiel ou de préemption de souscription prévu par le droit luxembourgeois en cas d'émission d'actions de toute classe ou série dans les limites du capital social autorisé et toute procédure connexe; et l'autorisation donnée au Conseil d'Administration (et à son délégué) d'émettre des actions de toute classe ou série ou des titres, instruments ou autres droits donnant des droits à des actions de toute classe ou série (par souscription, conversion, échange ou autrement) dans les limites du capital social non émis autorisé en échange d'apports en numéraire, en nature, par incorporation de primes, bénéfices ou autres réserves disponibles ou autrement ainsi que par conversion d'Actions Préférentielles de Série A en actions ordinaires ou comme dividendes ou autres distributions, que ce soit en lieu et place de versements de dividendes ou de distributions en numéraire ou non aux moments et selon les conditions, y compris en ce qui concerne le prix d'émission, déterminés par le Conseil d'Administration (ou son délégué), qui pourra à sa discrétion décider sans réserver de droits préférentiels ou de préemption de souscription aux actionnaires existants de toute classe ou série de la Société (y compris par incorporation de réserves) tout en renonçant, supprimant ou limitant tout droit préférentiel ou de préemption de souscription (et toute procédure connexe) tel que prévu par la législation luxembourgeoise en cas d'émissions d'actions de toute classe dans les limites du capital social autorisé et sans devoir respecter un quelconque ratio entre les classes ou séries.

Par conséquent, l'Assemblée Extraordinaire décide ensuite de modifier l'article 5.2.1 des Statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

«Le capital social autorisé mais non émis (et toute autorisation y relative accordée au Conseil d'Administration) sera valable pour une période se terminant le jour du cinquième (5e) anniversaire de la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires tenue le 19 juin 2014.»

La présente résolution a été adoptée à la majorité suivante:

Nombre de voix d'actions ordinaires exprimées:

Pour: 81.294.699 Contre: 17.181.154 Abstentions: 112.749

Nombre de voix d'Actions Préférentielles de Série A exprimées:

Pour: 996.415 Contre: 1.816.715 Abstentions: 2.128

La présente résolution ayant été approuvée par au moins deux tiers des voix tel que la loi le requiert, est par conséquent valablement adoptée et les Statuts sont modifiés en conséquence.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée Extraordinaire a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg; date qu'en tête du présent document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la personne comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française. À la demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Le présent document ayant été lu aux membres du Bureau de l'Assemblée Extraordinaire, ces personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte original

Signé: D. MCGLADE, M. BRYAN, S. AJMERI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 20 juin 2014. Relation: RED/2014/1325. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 30 juin 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014092113/192.

(140109336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Gracewell Properties (Weymouth) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 159.722.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014085426/10.

(140101388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Rank Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 97.218.

EXTRAIT

Il résulte de la décision du conseil d'administration tenu en date du 23 mai 2014 que le siège de la société est transféré du 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg à compter du 1^{er} juin 2014.

Les administrateurs mentionnés ci-dessous résident professionnellement au 50, rue Charles Martel 1^{er} étage L-2134 Luxembourg:

- Claude ZIMMER
- Hendrik H.J. KEMMERLING
- Rob SONNENSCHNEIN

L'administrateur Luxglobal Management S.à r.l., réside professionnellement au 50, Rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014087257/20.

(140103277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.